

Duplicata

RECEPISSE DE DEPOT

GREFFE DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE ST BRIEUC

2 BOULEVARD SEVIGNE - BP 2116
22021 SAINT BRIEUC CEDEX 1
Tél. : 02-96-33-68-92
Fax : 02-96-33-58-03
Site Web : www.infogreffe.fr

Cabinet LEMASSON & Associés
34 RUE DE PARIS
BP 505
22005 ST BRIEUC CEDEX 1

V/REF :

N/REF : 2007 B 708 / 2007-A-3312

Le Greffier du Tribunal de Commerce DE ST BRIEUC certifie qu'il a reçu le 24/12/2007,

Acte S.S.P. en date du 13/12/2007
- Formation de la société

Actes de nomination des organes de gestion, d'administration, de direction, de surveillance et de contrôle

Concernant la société

A.B.C CREATIONS BRETAGNE
Société à responsabilité limitée
PARC D'ACTIVITES DES CHATELETS
RUE C. FREYCINET
22950 Trégueux

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2007-A-3312 le 24/12/2007

R.C.S. ST BRIEUC 501 630 016 (2007 B 708)

Fait à ST BRIEUC le 24/12/2007,

Le Greffier



A.B.C CRÉATIONS BRETAGNE

Société à Responsabilité Limitée
Au capital de 75 000 euros
Siège Social : Parc d'activités des Châtelets
rue C. Freycinet
22 950 - TRÉGUEUX

STATUTS


Am FR

Les soussignés :

- Patrick FÉRELLOC

né le 24 Février 1958 à BREST (29)

marié à Madame Christine COLLET, née le 16 août 1961 à LOUDÉAC, sous le régime de la séparation de biens selon contrat établi préalablement à leur union célébrée le 09 août 1986 à LOUDÉAC (22),

demeurant 26 rue Brizeux à LOUDEAC (22)

de nationalité française,

et

- Franck ROBIN

né le 13 Février 1970 à NANTES (44),

marié à Madame Chrystèle LEMAIRE, née le 28 août 1970 à NANTES (44), sous le régime de la participation aux acquêts selon contrat établi préalablement à leur union célébrée le 21 septembre 1994 à SAINT-MARIE-SUR-MER (44),

demeurant 20 rue de la Chapelle à ÉTABLES-SUR-MER (22)

de nationalité française,

et

- Arnaud LE MESTRE

né le 24 Mars 1974 à QUIMPER (29),

célibataire, non pacsé,

demeurant 10 allée Marie Le Vaillant à SAINT-BRIEUC (22)

de nationalité française,

ont établi, ainsi qu'il suit, les statuts de la Société à Responsabilité Limitée qu'ils ont décidé d'instituer.

TITRE I

**FORME-OBJET-DENOMINATION-
DUREE-EXERCICE SOCIAL-SIEGE**

Article 1 : FORME

La société est une Société à Responsabilité Limitée. Elle est régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Article 2 : OBJET

La société a pour objet, en France et dans tous les pays:

- Toute prise de participation dans une ou plusieurs entreprises à caractère industriel, commercial, artisanal,
- l'exécution de toutes prestations administratives, techniques, commerciales, financières au profit des sociétés et entreprises membres du groupe ainsi constitué
- l'animation du groupe ainsi constitué ,
- la création, l'acquisition, la location, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées,
- la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, brevets concernant ces activités,
- la participation directe ou indirecte de la Société dans toutes opérations commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports de commandites, de souscriptions ou d'achats de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance ou de société de participation ou autrement .
- Et généralement, toutes opérations financières, commerciales ou industrielles, civiles, immobilières et mobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets spécifiés ou à tout autre objet similaire ou connexe .

Article 3 : DENOMINATION

La dénomination de la société est :

A.B.C CRÉATIONS BRETAGNE

Dans tous actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement " société à responsabilité limitée " ou des initiales " S.A.R.L. ", de l'indication du montant du capital social, du lieu et du numéro d'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés .

Article 4 : DUREE DE LA SOCIETE-EXERCICE SOCIAL

1. La durée de la société est fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

2. L'année sociale commence le 1er Janvier pour se terminer le 31 décembre.

Le premier exercice social comprend le temps écoulé depuis la date d'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 31 décembre 2007. En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de formation et repris par la Société seront rattachés à cet exercice.





Article 5 : SIEGE SOCIAL

Le siège de la Société est fixé à :

Parc d'activités des Chatelets - rue C. Freycinet - 22950 TRÉGUEUX

Son transfert résulte d'une décision de l'associé unique ou d'une décision collective extraordinaire des associés.

TITRE II APPORTS-CAPITAL SOCIAL-PARTS SOCIALES

Article 6 : APPORTS - FORMATION DU CAPITAL

- Patrick FERELLOC

apporte à la Société une somme en espèces de Quarante Cinq Mille euros	45 000 euros
---	--------------

- Franck ROBIN

apporte à la Société une somme en espèces de Quinze Mille euros	15 000 euros
--	--------------

- Arnaud LE MESTRE

apporte à la Société une somme en espèces de Quinze Mille euros	15 000 euros
--	--------------

Soit ensemble, la somme totale de Soixante Quinze Mille euros	75 000 euros
--	---------------------

L'intégralité de cette somme, soit Soixante Quinze Mille euros, a été, dès avant ce jour, déposée auprès du Crédit Agricole, agence de SAINT BRIEUC - Champs de Mars (22), sur un compte ouvert au nom de la Société en formation.

Elle ne pourra en être retirée par la Gérance avant immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.





Article 7 : CAPITAL

Le capital social est fixé à la somme de Soixante Quinze Mille euros (75 000 euros), divisé en 7 500 parts sociales de Dix euros chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 7 500, et attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs, à savoir :

- Patrick FERELLOC

à concurrence de 4 500 parts sociales

portant les numéros 1 à 4 500 ,

en rémunération de son apport

4 500 parts

- Franck ROBIN

à concurrence de 1 500 parts sociales

portant les numéros 4 501 à 6 000 ,

en rémunération de son apport

1 500 parts

- Arnaud LE MESTRE

à concurrence de 1 500 parts sociales

portant les numéros 6 001 à 7 500 ,

en rémunération de son apport

1 500 parts

**Total égal au nombre de parts composant
le capital social**

7 500 parts

Les soussignés déclarent que toutes les parts sociales représentant le capital social leur appartiennent, qu'elles sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus, correspondant à leurs apports respectifs et qu'elles sont toutes intégralement libérées .

Article 8 : AUGMENTATION ET REDUCTION DE CAPITAL

Toute modification du capital social sera décidée et réalisée dans les conditions et avec les conséquences prévues à cet effet par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Article 9 : PARTS SOCIALES

1. La propriété des parts résulte simplement des présents statuts , des actes ultérieurs qui pourraient modifier le capital social et des cessions et attributions qui seraient régulièrement réalisées.

2. Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social . Elle donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations .

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions collectives des associés .





3 . La réunion de toutes les parts sociales en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la Société qui continue d'exister avec un associé unique . Dans ce cas, l'associé unique exerce tous les pouvoirs dévolus à l'Assemblée des associés .

Article 10 : CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

1. Lorsque la Société comporte plus d'un associé, les parts sociales ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la Société qu'avec le consentement de la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette majorité étant en outre déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant. Le projet de cession est notifié à la Société et à chacun des associés. Toutefois, les opérations de toute nature réalisées par l'associé unique sont libres.

2. En cas de souscription ou d'acquisitions de parts sociales au moyen de biens ou de deniers communs, le conjoint du souscripteur ou de l'acquéreur peut revendiquer personnellement la qualité d'associé pour la moitié des parts souscrites et ce dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

3. La clause d'agrément prévue en 1. s'applique également aux cessions de parts par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux, entre conjoints et entre ascendants et descendants.

4. Les cessions de parts sociales entre associés sont libres .

Article 11: DECES-INTERDICTION-FAILLITE D'UN ASSOCIE

La société n'est pas dissoute lorsqu'un jugement de liquidation judiciaire, la faillite personnelle, l'interdiction de gérer ou une mesure d'incapacité est prononcée à l'égard de l'associé unique ou de l'un des associés. Elle n'est pas non plus dissoute par le décès de l'associé unique ou d'un associé. Mais si l'un de ces événements se produit en la personne d'un Gérant, il entraînera cessation de ses fonctions de Gérant.

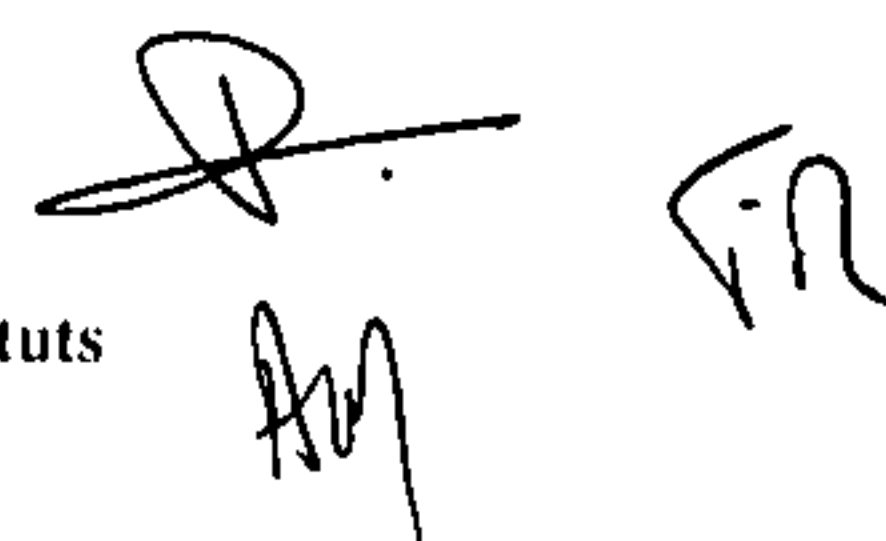
TITRE III

ADMINISTRATION - CONTROLE

Article 12 : GERANCE

1. La Société est gérée par une ou plusieurs personnes physiques choisies parmi les associés ou en dehors d'eux.

Chacun des Gérants engage la Société, sauf si ces actes ne relèvent pas de l'objet social et que la Société prouve que les tiers en avaient connaissance. Il a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux. Il a la signature sociale.

Handwritten signatures and initials in black ink, including a large stylized signature and the letters 'F.N'.

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs co-associés et à titre de mesure d'ordre intérieur, les Gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément - sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle ne soit conclue - pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la Société.

2. Chaque Gérant a droit à une rémunération dont les modalités sont déterminées par une décision collective ordinaire des associés.

3. Sauf disposition contraire de la décision qui les nomme, les gérants ne sont tenus de consacrer que le temps nécessaire aux affaires sociales.

Les Gérants peuvent d'un commun accord et sous leur responsabilité, constituer des mandataires spéciaux et temporaires pour la réalisation d'opérations déterminées.

Les Gérants sont responsables, individuellement ou solidairement en cas de faute commune, envers la Société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Si plusieurs Gérants ont coopéré aux mêmes faits, le tribunal détermine la part contributive de chacun dans la réparation du dommage.

4. Tout Gérant, associé ou non, nommé ou non dans les statuts, est révocable par décision ordinaire de la collectivité des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

En cas de cessation de fonctions par l'un des gérants pour un motif quelconque, la Gérance reste assurée par le ou les autres Gérants. Si le Gérant qui cesse ses fonctions était seul, la collectivité des associés aura à nommer un ou plusieurs autres Gérants, à la diligence de l'un des associés et aux conditions de majorité prévues par la loi.

Article 13 : COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être nommés. Ils exercent leur mission de contrôle conformément à la Loi. Les Commissaires aux comptes sont désignés pour six exercices.

TITRE IV

DECISIONS DES ASSOCIES

Article 14 : DECISIONS COLLECTIVES

1. La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qualifiées d'extraordinaires quand elles concernent tout objet pouvant entraîner directement ou indirectement une modification des statuts, et d'ordinaires dans tous les autres cas.

2. Ces décisions sont prises au choix de la Gérance, soit en Assemblée Générale, soit par consultation écrite des associés. Toutefois, la réunion d'une Assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou la réduction du capital social.





3. Les Assemblées Générales sont convoquées par la gérance ou à défaut par le commissaire aux comptes, s'il en existe un, ou encore à défaut par un mandataire désigné en justice à la demande de tout associé.

Pendant la période de liquidation, les Assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.

Les Assemblées Générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

4. En cas de consultation écrite, la Gérance adresse à chaque associé, à son dernier domicile connu, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour émettre leur vote par écrit, le vote étant, pour chaque résolution, formulé par les mots "oui" ou "non"

La réponse est adressée à l'auteur de la consultation par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

5. Chaque associé a droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède, sans limitation. Un associé peut se faire représenter par son conjoint, sauf si la Société ne comprend que les deux époux. Il peut aussi se faire représenter par un autre associé justifiant de son pouvoir, à condition que le nombre des associés soit supérieur à deux.

6. A la demande d'un associé au moins, il pourra être organisé un vote à bulletin secret

TITRE V

AFFECTATION DES RESULTATS - REPARTITION DES BENEFICES

Article 15 : ARRETE DES COMPTES SOCIAUX

Il est dressé à la clôture de chaque exercice, par les soins de la Gérance, un inventaire de l'actif et du passif de la Société, et des comptes annuels conformément aux dispositions du titre II du Livre Ier du Code de Commerce.

La Gérance procède, même en cas d'absence ou d'insuffisance de bénéfice, aux amortissements et provisions prévus ou autorisés par la Loi.

Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la Société, ainsi qu'un état des sûretés consenties par elle sont annexés à la suite du bilan.

La Gérance établit un rapport de gestion sur la situation de la Société et l'activité de celle-ci pendant l'exercice écoulé.

Chaque année, dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés sont réunis par la Gérance pour statuer sur les comptes dudit exercice et l'affectation des résultats.

Article 16 : AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la Société, y compris tous amortissements et provisions, constituent le bénéfice.

Sur ce bénéfice diminué le cas échéant des pertes antérieures, sont prélevées tout d'abord les sommes à porter en réserve en application de la Loi ou des statuts.

Ainsi, il est prélevé 5 p.100 pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la Loi, et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre tous les associés proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

Cependant, hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la Loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Toutefois, après prélèvement des sommes portées en réserve, en application de la Loi et des présents statuts, les associés peuvent, sur proposition de la Gérance, reporter à nouveau tout ou partie de la part leur revenant dans le bénéfice, ou affecter tout ou partie de cette part à toutes réserves générales ou spéciales dont ils décident la création et déterminent l'emploi s'il y a lieu.

Les pertes, s'il en existe, sont imputées sur les bénéfices reportés des exercices antérieurs ou reportées à nouveau.

TITRE VI

PROROGATION - TRANSFORMATION-DISSOLUTION-LIQUIDATION

Article 17 : PROROGATION

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, la Gérance doit provoquer une réunion de la collectivité des associés à l'effet de décider, dans les conditions requises pour la modification des statuts, si la Société doit être prorogée.

Article 18 : CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la Gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.



L'Assemblée délibère aux conditions de majorité prévues pour la modification des statuts.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la Loi, réduit d'un montant égal au montant des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins à ce montant minimum.

En cas d'inobservation des prescriptions de l'un ou plusieurs des alinéas qui précèdent, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si les associés n'ont pu délibérer valablement.

Article 19 : TRANSFORMATION

La Société peut être transformée en une Société d'une autre forme par décision collective des associés statuant aux conditions de majorité prévues pour la modification des statuts.

Toutefois, la transformation en Société en nom collectif, en commandite simple ou en commandite par actions exige l'unanimité des associés. La transformation en Société Anonyme peut être décidée par les associés représentant la majorité des parts sociales, si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent le montant fixé par la Loi.

La décision de transformation en Société Anonyme est précédée des rapports des commissaires déterminés par la Loi. Les associés doivent statuer sur l'évaluation des biens composant l'actif social et l'octroi des avantages particuliers; ils ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité. A défaut d'approbation expresse des associés, mentionnée au procès-verbal, la transformation est nulle.

Article 20 : DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute par l'arrivée de son terme - sauf prorogation - par la perte totale de son objet, par décision judiciaire pour justes motifs.

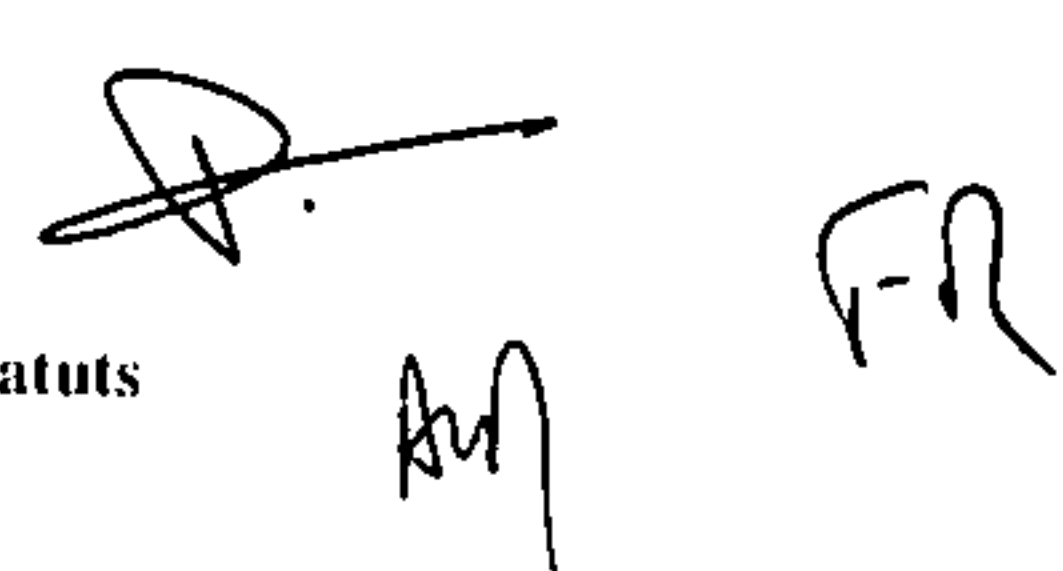
La dissolution anticipée peut aussi résulter d'une décision collective extraordinaire des associés. En cas de dissolution, pour quelque cause que ce soit, la Société entre en liquidation.

Toutefois, cette dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle a été publiée au Registre du Commerce et des Sociétés.

La personnalité de la Société subsiste pour les besoins de la liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci. La mention " Société en liquidation" ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la Société.

La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs nommés à la majorité des parts sociales, pris parmi les associés ou en dehors d'eux. La liquidation est effectuée conformément à la Loi.

Le produit net de la liquidation est employé d'abord à rembourser le montant des parts sociales qui n'aurait pas encore été remboursé. Le surplus est réparti entre les associés au prorata du nombre des parts appartenant à chacun d'eux.

Handwritten signatures and initials at the bottom right of the page. There is a large signature that looks like 'D.' or 'D.', and another signature that looks like 'Am'. To the right of these, there are initials 'F-R'.

Article 21 : CONTESTATIONS

Toutes contestations susceptibles de surgir pendant la durée de la Société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les associés, les organes de gestion et la Société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront jugées conformément à la Loi et soumises aux tribunaux compétents du siège social.

TITRE VII

PERSONNALITE MORALE - FORMALITES CONSTITUTIVES

Article 22 : JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE

1. La Société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

2. Toutefois, les associés approuvent les actes accomplis avant ce jour, pour le compte de la Société en formation, par Monsieur Patrick FERELLOC et/ou Monsieur Franck ROBIN , et/ou Monsieur Arnaud LE MESTRE à savoir l'ouverture d'un compte capital auprès du Crédit Agricole de SAINT BRIEUC - Champs de mars.

D'autre part, Monsieur Patrick FERELLOC et/ou Monsieur Franck ROBIN , et/ou Monsieur Arnaud LE MESTRE sont expressément autorisés à passer et à souscrire, pour le compte de la Société en formation les actes et engagements nouveaux entrant dans l'objet social et conformes à l'intérêt social .

Toutes ces opérations et engagements en résultant seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la Société qui les reprendra à son compte par le seul fait de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés

3. La Gérance est expressément habilitée à passer et à souscrire, pour le compte de la Société en formation, les actes et engagements nouveaux qui sont déterminés et dont les modalités sont précisées en un acte spécial annexé aux présents statuts, entrant dans l'objet social et conformes à l'intérêt social.

Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la Société après vérification par l'Assemblée des associés, postérieurement à l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini, et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.



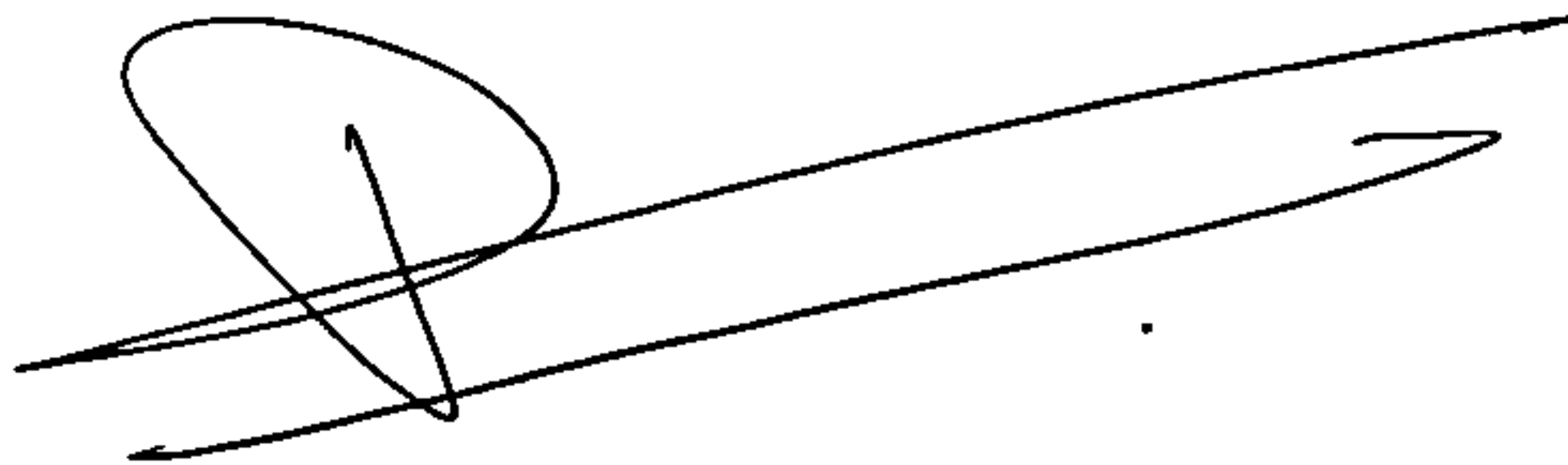
FR

Article 23 : PUBLICITE - POUVOIRS

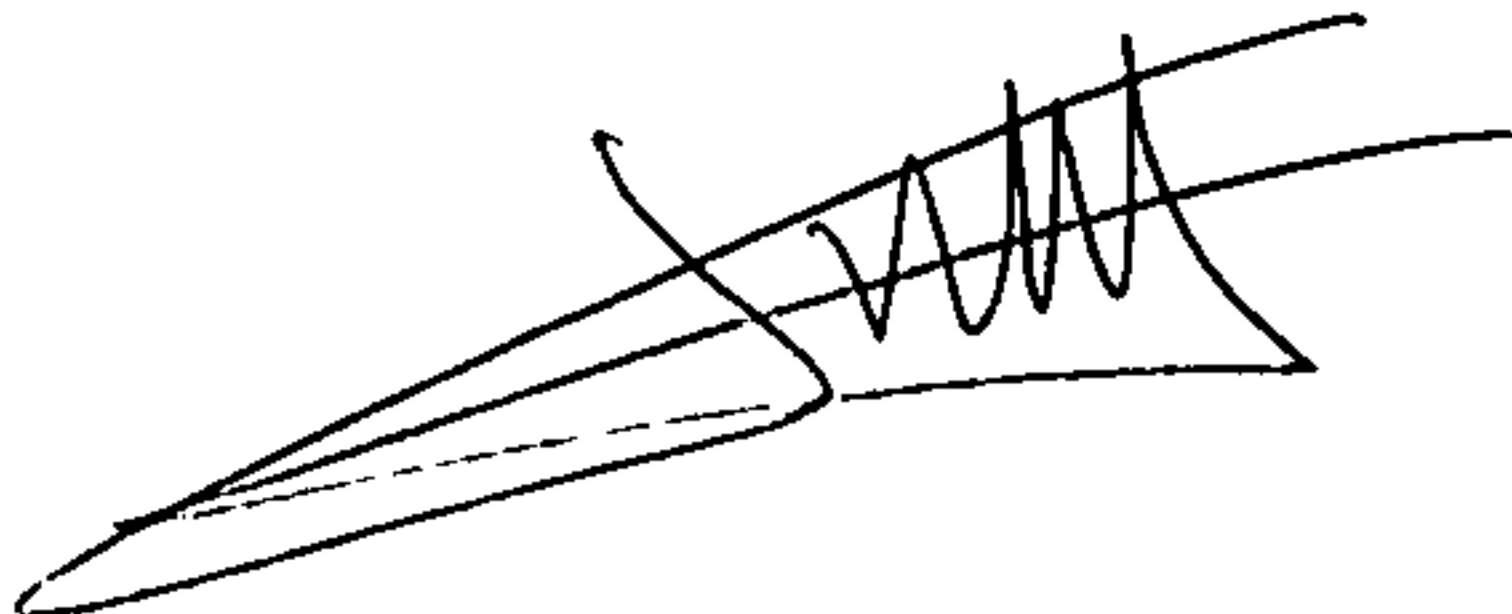
Tous pouvoirs sont donnés à Monsieur Patrick FERELLOC et/ou Monsieur Franck ROBIN, et/ou Monsieur Arnaud LE MESTRE à l'effet d'accomplir toutes les formalités prescrites par la Loi, et notamment à l'effet de faire insérer l'avis de constitution dans un journal habilité à publier les annonces légales dans le département du siège social.

Fait à TRÉGUEUX
le 13 décembre 2007

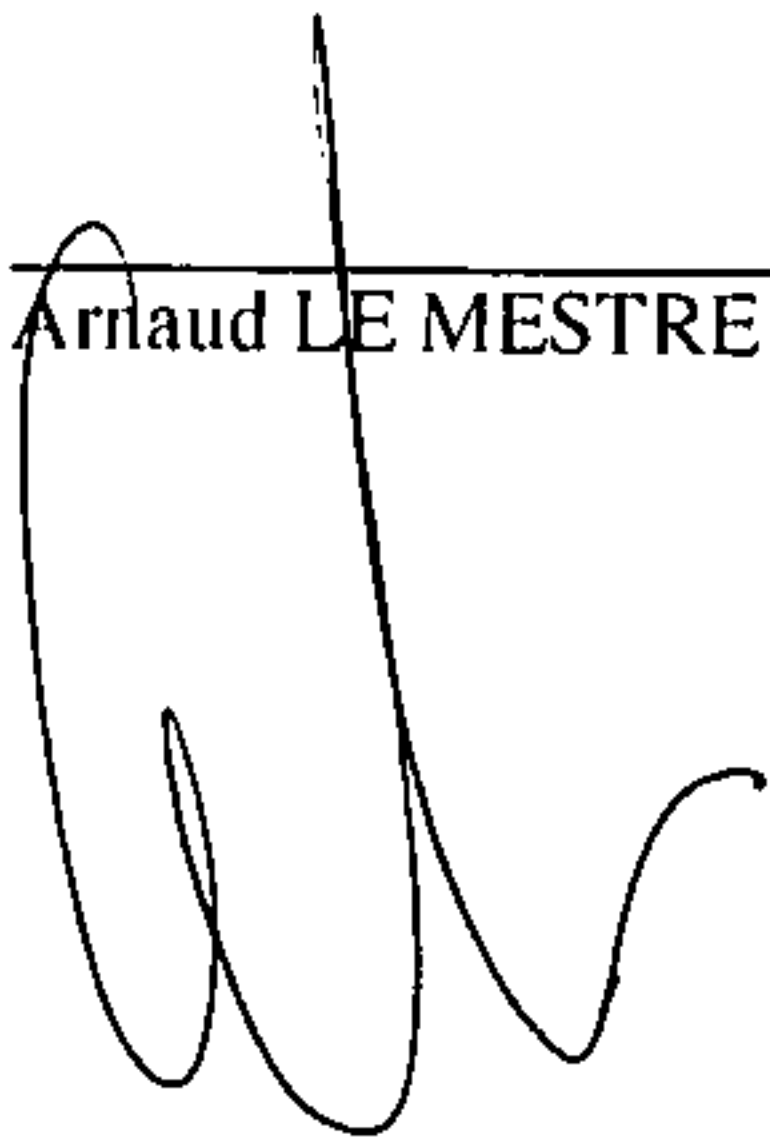
Patrick FERELLOC



Franck ROBIN



Arnaud LE MESTRE



Enregistré à : S I E DE SAINT BRIEUC EST
ENREGISTREMENT

Le 14/12/2007 Bordereau n°2007/1 619 Case n°5

Ext 7098

Enregistrement : Exonéré

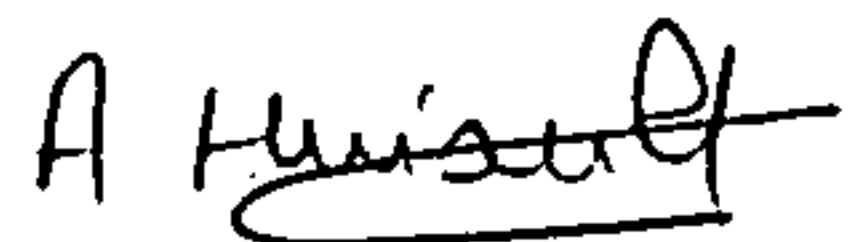
Pénalités :

Total liquidé : zéro euro

Montant reçu : zéro euro

L'Agent

Antoine LESTER
Agent Principal



A.B.C CRÉATIONS BRETAGNE

Société à Responsabilité Limitée
Au capital de 75 000 euros
Siège Social : Parc d'activités des Châtelets
rue C. Freycinet
22 950 - TRÉGUEUX

NOMINATION DES PREMIERS CO-GERANTS

Les soussignés :

- Patrick FÉRELLOC

né le 24 Février 1958 à BREST (29)
demeurant 26 rue Brizeux à LOUDEAC (22)
de nationalité française,

- Franck ROBIN

né le 13 Février 1970 à NANTES (44),
demeurant 20 rue de la Chapelle à ÉTABLES-SUR-MER (22)
de nationalité française,

et

- Arnaud LE MESTRE

né le 24 Mars 1974 à QUIMPER (29),
demeurant 10 allée Marie Le Vaillant à SAINT-BRIEUC (22)
de nationalité française,

agissant en qualité de seuls associés de la Société A.B.C. CRÉATIONS BRETAGNE, Société à Responsabilité Limitée, au capital de 75 000 Euros, dont le siège social est situé Parc d'Activités des Châtelets - Rue Freycinet - 22950 TREGUEUX et actuellement en cours d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de SAINT BRIEUC ,

ont procédé ainsi qu'il suit à la nomination des premiers co-gérants de la société :

- Patrick FÉRELLOC

né le 24 Février 1958 à BREST (29)
demeurant 26 rue Brizeux à LOUDEAC (22)
de nationalité française,

- Franck ROBIN

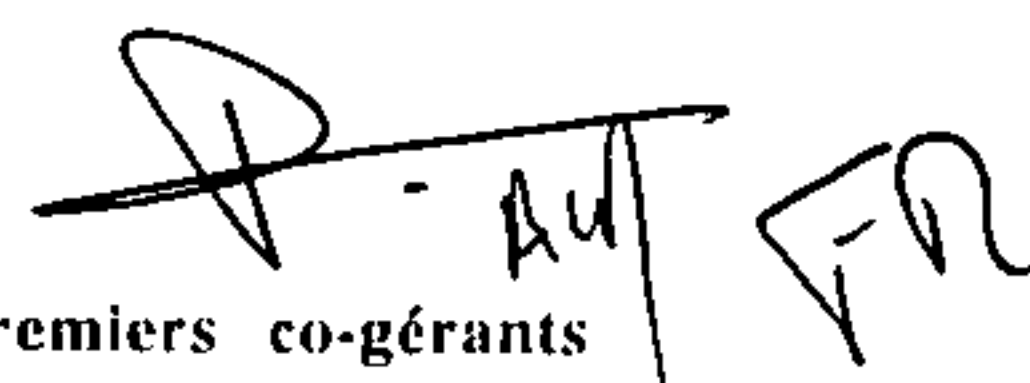
né le 13 Février 1970 à NANTES (44),
demeurant 20 rue de la Chapelle à ÉTABLES-SUR-MER (22)
de nationalité française,

et

- Arnaud LE MESTRE

né le 24 Mars 1974 à QUIMPER (29),
demeurant 10 allée Marie Le Vaillant à SAINT-BRIEUC (22)
de nationalité française,

sont nommés Co-Gérants pour une durée indéterminée.



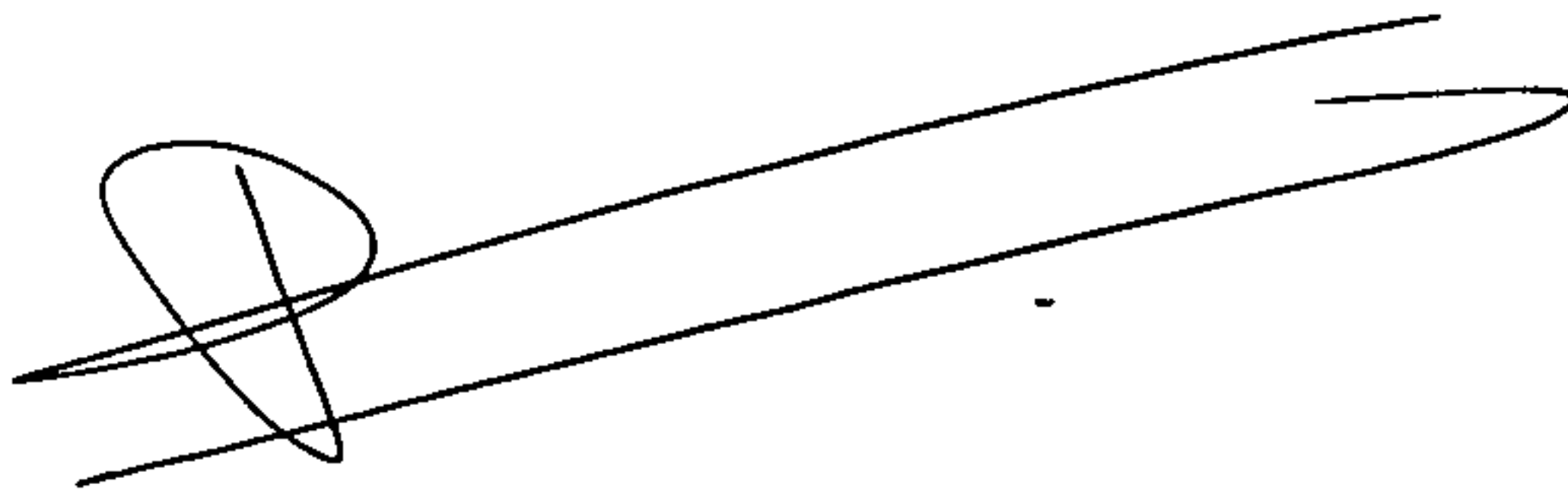
Messieurs FERELLOC, ROBIN et LE MESTRE sont tenus de consacrer tout le temps nécessaire aux affaires sociales.

Il ont, conformément à l'article 12 des statuts, les pouvoirs les plus étendus pour représenter la Société dans ses rapports avec les tiers et notamment pour contracter en son nom et l'engager pour tous les actes et opérations entrant dans l'objet social.

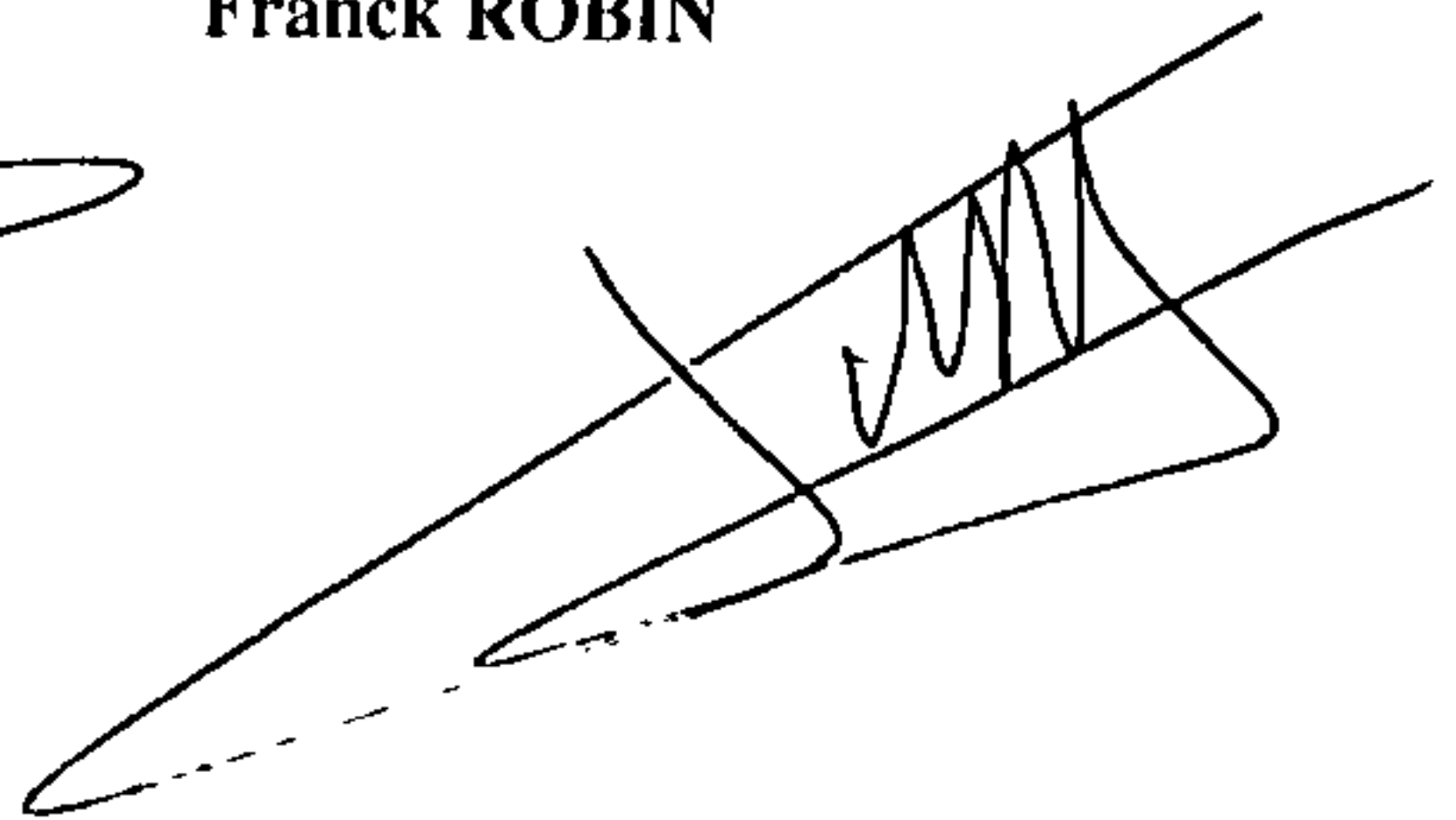
Les conditions de rémunération de la Co-Gérance seront déterminées ultérieurement

Fait à TREGUEUX
le 13 décembre 2007

Patrick FERELLOC



Franck ROBIN



Arnaud LE MESTRE

